



L'ONU fait un pas vers le contrôle des multinationales

SIMON PETITE, Date: Samedi, 16 août @ 00:00:00

Sujet International

RESPONSABILITÉ - La Sous-commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté un «projet de normes» opposable aux multinationales. Plus puissants que bien des Etats, les grands trusts opèrent dans un vide juridique complet.

Les entreprises multinationales sont tenues de respecter les droits humains. Le message délivré par la Sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, qui a achevé ses débats hier à Genève, se veut limpide. Mercredi, les experts onusiens ont adopté – à l'unanimité – un «projet de normes sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises».

Un premier pas important sur le chemin d'une réglementation de l'activité des Nike, Shell et autres Coca-Cola. Car les sociétés transnationales (STN) prospèrent au-delà de toute mesure sur le terrain de la mondialisation, investissant là où les coûts de production sont les plus bas et où la main d'oeuvre est meilleur marché. Si bien que les STN brassent aujourd'hui davantage d'argent que la plupart des pays du monde. L'année dernière, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) constatait que la valeur ajoutée¹ de la société pétrolière étasunienne ExxonMobil était plus importante que le Produit intérieur brut (PIB) du Pakistan ou du Chili...

Or, contrairement aux Etats, les STN ne sont soumises à aucun cadre juridique. Même si, comme l'ont toujours soutenu les ONG, la Déclaration universelle des droits de l'homme vaut pour tous «les organes de la société», y compris les entreprises.

La Déclaration universelle? Nike, périodiquement dénoncée pour les conditions de travail inhumaines régnant chez ses sous-traitants d'Asie du Sud-Est, ou Shell mis au pilori dès les années 90 en raison de l'impact de l'extraction pétrolière sur l'environnement du delta du Niger (Nigeria) et de son implication dans la répression des indigènes locaux, n'en ont pas fait beaucoup de cas.

Deux exemples emblématiques – parmi tant d'autres – qui ont convaincu les ONG de la nécessité de réglementer les activités des STN. En 1998, elles obtenaient de la Sous-commission la création d'un groupe de travail chargé de réfléchir sur l'impact des multinationales sur la jouissance des droits humains et sur les moyens de faire respecter ces principes fondamentaux.

RESTE LA MISE EN OEUVRE...

Après quatre ans de travaux et après avoir été sauvé de la dissolution, le groupe de travail a donc rendu sa copie. Son «projet de normes» détaille une série d'obligations en matière de droits de l'homme qui sont opposables aux multinationales: non-participation à des crimes contre la personne tels que des actes de torture, des disparitions forcées ou des exécutions extrajudiciaires, et interdiction d'en tirer profit, prohibition du recours au travail forcé ou infantile, respect de la liberté d'association, de l'environnement, protection des consommateurs...

Voilà pour les obligations proclamées, reste la mise en oeuvre. Et là, le texte entériné par la Sous-commission n'apporte que des pistes, même si le groupe de travail dispose encore d'une année pour s'y pencher. La direction est toutefois clairement indiquée.

Plus question de ne laisser qu'aux multinationales le soin d'évaluer si elles se conforment ou non à leurs obligations, comme les premières propositions de l'influent expert étasunien David Weissbrodt le suggéraient. Le contrôle devrait échoir, selon les experts de la Sous-commission, «à des mécanismes des Nations Unies ou nationaux existants ou à créer». En outre, les personnes ou communautés victimes des agissements des multinationales peuvent invoquer le «projet de normes» pour obtenir réparation, y compris devant des tribunaux nationaux et internationaux.

UN LOBBYING PAYANT

Malick Özden, du Centre Europe-tiers monde (CETIM) se félicite du «chemin parcouru» depuis quatre ans. En compagnie de l'Association américaine des juristes, le CETIM n'a eu de cesse de se battre pour un texte contraignant au lieu d'un simple code volontaire. Un lobbying en grande partie payant. David Weissbrodt ayant mis de l'eau dans son vin. Nommé sous Clinton, il siégeait sans

doute pour la dernière année à la Sous-commission. Il serait en effet étonnant que l'administration Bush renouvelle son mandat.

«Le projet de normes s'adresse aux Etats. C'est à eux de faire respecter les droits humains sur leurs territoires. Et non aux multinationales de choisir à la carte les normes qu'elles désirent appliquer, pour ensuite s'en vanter dans des campagnes marketing», se réjouit Lara Cataldi, de la Déclaration de Berne.

A l'instar de l'association tiers-mondiste, des ONG – telles qu'Amnesty International, Oxfam, Human Rights Watch, la Fédération internationale des ligues des droits de l'home (FIDH), l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT)... – ont salué dans un communiqué l'adoption par la Sous-commission du «projet de normes». Ce en dépit des «difficultés d'interprétation» qui subsistent.

Ces difficultés tiennent, selon Malick Özden, au flou subsistant sur le domaine d'application du projet. Si les «sous-traitants, fournisseurs, titulaires de licence ou distributeurs» des multinationales ont été inclus dans le «projet de normes», le militant du CETIM déplore surtout que le principe de «la responsabilité solidaire» des STN n'y figure pas explicitement.

«Les STN ont en effet l'habitude de se décharger des risques et des responsabilités sur leurs sous-traitants avec qui elles ont le minimum de liens», analyse-t-il. Témoin, le procès introduit aux Etats-Unis contre deux filiales colombiennes d'embouteillage de Coca-Cola pour le meurtre de plusieurs syndicalistes. Les plaignants n'ont jusqu'ici pas pu obtenir que Coca-Cola Company soit également poursuivie.

MÉANDRES ONUSIENS

Le «projet de normes» n'en est qu'à ses débuts onusiens. Il a été transmis pour examen à la Commission des droits de l'homme et les Etats qui la composent pourraient se montrer bien plus réticents que les vingt-six experts présumés indépendants – ils sont désignés par les Etats – de la Sous-commission...

«Reste que nous pourrions désormais nous appuyer sur des normes légitimées du sceau de l'ONU pour rappeler à l'ordre les multinationales», souligne Nathalie Mivelaz, chargée de programme à l'OMCT. Ces dernières années, les ONG ont pris conscience des violations des droits humains dont se rendent coupables les STN.

Durant la 55e session de la Sous-commission, l'OMCT a évoqué la répression d'une manifestation de travailleurs produisant au Cambodge des vêtements pour Gap. Le 13 juillet dernier, la police a tiré sur les manifestants qui protestaient contre le licenciement d'un syndicaliste. L'ONG Human Rights Advocates s'en est pris à Coca-Cola, dont l'une des usines en Inde pompe et pollue les réserves d'eau potable...

Les Etats ne sont plus les seuls à être mis à l'index.

1Bénéfices nets plus les salaires, les amortissements et la moins-value.

Cet article provient de Le Courrier
<http://www.lecourrier.ch/>

L'URL de cet article est :
<http://www.lecourrier.ch/modules.php?op=modload&name=NewsPaper&file=article&sid=2535>